

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne

Angoulême, le 21/01/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/01/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**DIVEXA Earl**

7 rue du Château  
16370 Val-De-Cognac

Références : 2024 074 UbD 16-86  
Code AIOT : 0007210840

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/01/2025 dans l'établissement DIVEXA Earl implanté Chez Goron 16370 VAL-DE-COGNAC. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée en vue de réaliser le récolement à la mise en demeure prise en 2024.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DIVEXA Earl
- Chez Goron 16370 VAL-DE-COGNAC
- Code AIOT : 0007210840
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La distillerie DIVEXA est enregistrée par arrêté préfectoral du 20 septembre 2021. Elle produit des eaux de vie destinées à la production de Cognac. La distillerie est notamment composée d'un chai de vinification, d'une distillerie comprenant trois alambics et d'un chai de stockage des eaux de vie.

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Risque incendie

**2) Constats****2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 20	Demande d'action corrective	3 mois
2	Moyens de lutte contre l'incendie	AP de Mise en Demeure du 22/03/2024, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Aire de dépotage	AP de Mise en Demeure du 22/03/2024, article 1	Demande d'action corrective	1 mois
5	Stockage de vinasses	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 58	Demande d'action corrective	3 mois
7	Mises à la terre et protection	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 20	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Rétention	AP de Mise en Demeure du 22/03/2024, article 1	Sans objet
6	Réserve incendie	Arrêté Préfectoral du 20/09/2021, article 2.1.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de mettre en lumière que la mise en demeure est globalement satisfaite; il convient cependant d'apporter les éléments complémentaires concernant l'aire de dépotage d'alcools.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, conformité
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>Constat lors de l'inspection de 2024</i>  L'exploitant a présenté le rapport de contrôle des installations électriques vérifiées le 21/12/2023. L'inspection a constaté que plusieurs non-conformités ont été relevées, dont certaines déjà

<p>identifiées lors de la précédente vérification effectuée en 2022, notamment l'inadaptation des dispositifs de protection contre les surintensités de trois disjoncteurs.</p> <p>Des non-conformités électriques récurrentes sont susceptibles de dégrader fortement le niveau de sécurité des installations ; il est nécessaire d'y remédier rapidement.</p> <p>L'exploitant met en œuvre, dans un délai de trois mois, les actions correctives nécessaires pour mettre intégralement en conformité les installations électriques. Il tient à la disposition de l'inspection les justificatifs de réalisation des actions correctives réalisées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué avoir remédié aux non-conformités électriques. Le rapport de contrôle du 12/12/2024, établi par la société ALPES CONTROLE, consigne 5 non-conformités et aucune n'est récurrente, ce qui traduit que les écarts historiques ont été résorbés.</p> <p>En revanche, les 5 nouvelles non-conformités doivent être traitées.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de justifier que les 5 non-conformités électriques sont levées.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

## N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 22/03/2024, article 1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, conformité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'APMD du 22/03/2024 demande à l'exploitant d'installer deux extincteurs de type 144B dans la distillerie, avec une échéance fixée au 22/04/2024.</p> <p><i>Constat lors de l'inspection de 2024</i></p> <p>L'inspection a constaté la présence d'extincteurs répartis dans la distillerie, le chai de distillerie, le chai de stockage et la salle de réunion. Un extincteur de 5 kg de dioxyde de carbone (type 89B) est disposé dans le local de distillation. L'exploitant a présenté le cahier de suivi des extincteurs qui ont été vérifiés en novembre 2023. L'extincteur observé dans la distillerie n'est pas adapté ; le minimum requis devant être de deux extincteurs de type 144B. L'exploitant doit corriger cet écart.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite de la distillerie, il a bien été constaté la présence d'au moins deux extincteurs de classe 183B et contrôlés en novembre 2023.</p>

<p>Les constats de terrain permettent de lever ce point de la mise en demeure suscitée.</p> <p>L'exploitant a précisé que le contrôle 2024 n'avait pas été réalisé faute de disponibilité fin 2024 du prestataire. L'exploitant déclare que le prochain contrôle sera réalisé en février 2025.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Il est demandé à l'exploitant, sous deux mois, de transmettre le rapport de contrôle des extincteurs du site.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

### N° 3 : Rétention

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 22/03/2024, article 1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, conformité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'APMD du 22/03/2024 demande à l'exploitant de réaliser les seuils de rétention au droit des deux issues de la distillerie, ceci afin qu'il ne puisse y avoir de communication permettant l'écoulement accidentel d'alcool de la distillerie vers le chai de distillerie et la salle de réunion. Les seuils devront être dimensionnés également pour démontrer que la capacité de rétention interne de la distillerie est acquise. (Échéance fixée au 22/09/2024)</p> <p><i>Constat lors de l'inspection de 2024</i></p> <p>L'inspection a constaté que les barriques d'eaux de vie stockées dans le chai, les cuves de vinification et la cuve de 145 hl de stockage temporaire des eaux de vie sont dotées de systèmes de rétention.</p> <p>L'inspection a constaté la présence d'une grille au sol de la distillerie pour canaliser les liquides vers une rétention enterrée d'une capacité de 10 hl, selon la déclaration de l'exploitant, mais aussi l'absence de seuils de rétention aux issues de la distillerie (issues vers le chai de distillation, d'une part, et vers la salle de réunion, d'autre part), alors que ces seuils de rétention sont prévus par le dossier d'enregistrement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté que l'exploitant avait mis en place les actions correctives pour canaliser tout épandage d'alcools en provenance de la distillerie, sans qu'ils puissent se propager vers le chai de distillation, d'une part, et vers la salle de réunion, d'autre part.</p> <p>L'exploitant a mis en place des seuils, d'une hauteur de 7 cm, pour permettre de canaliser les effluents supra et limiter leur propagation à l'ensemble des installations afin d'éviter le risque d'incendie généralisé.</p>

Aussi, l'inspection a constaté que la rétention déportée, qui vient collecter l'ensemble des effluents de la distillerie et de son chai de distillation, est étanche et a une capacité de 90 hl. Une pompe de relevage est présente pour envoyer les effluents vers le bassin à vinasses du site

Les constats de terrain permettent de lever ce point de la mise en demeure suscitée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Aire de dépotage

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 22/03/2024, article 1

**Thème(s) :** Risques chroniques, conformité

**Prescription contrôlée :**

L'APMD du 22/03/2024 demande à l'exploitant de réaliser une aire étanche raccordée au bassin des effluents afin que tout déversement accidentel d'alcool à l'occasion des opérations de chargement et de déchargement des véhicules citernes soit intercepté et confiné dans le bassin de rétention (échéance fixée au 22/09/2024).

*Constat lors de l'inspection de 2024*

L'exploitant a indiqué que les eaux de vie sont pompées des barriques vers un camion citerne stationné dans la cour de l'établissement, à proximité du chai. L'inspection constate que la cour de l'établissement ne dispose pas d'une aire de chargement étanche raccordée au bassin des effluents, alors que sa réalisation est prévue dans le dossier d'enregistrement. L'exploitant a justifié l'absence de cette aire de chargement en raison du nombre limité de chargements (5 par an), du faible volume concerné (environ 15 hl par chargement), des précautions prises lors des opérations de chargement, de la présence d'une prise de terre pour le camion citerne et du coût (40 k€) pour réaliser cette aire de chargement associée à une capacité de rétention ad hoc.

**Constats :**

Dans sa réponse du 18/03/2024, l'exploitant avait indiqué souhaiter « un aménagement simplifié pour les petits distillateurs » pour ne pas avoir à disposer d'une rétention pour l'aire de dépotage, vu le peu de mouvements de produits effectués chaque année.

Suite à cette requête, le BNIC a adressé le 02/08/2024 à l'inspection des éléments pour solliciter une demande de modification de l'arrêté ministériel du 14/01/2011 requérant la nécessité d'une rétention pour les aires de chargement d'alcools. Le BNIC a indiqué souhaiter s'affranchir d'une rétention pour les distilleries « ne réalisant pas plus de 10 chargements annuels », en imposant uniquement que « chaque zone de chargement/déchargement des alcools est mise à la terre ».

Ainsi, l'exploitant souhaite ne pas disposer l'aire de dépotage d'une rétention pour les considérations supra. Il explique qu'il réalise moins de 10 opérations de chargement annuelles d'alcools sur site.

L'exploitant indique en effet que  
- 7 opérations de chargement ont eu lieu en 2023

<p>- 8 en 2024</p> <p>- 8 sont prévues en 2025 (les ventes de la production étant faites par anticipation).</p> <p>Ces mouvements sont cohérents avec la production d'alcools qui est, en volume, de 1200 hl/an environ.</p> <p>Aussi, l'inspection avait alors indiqué lors d'une réunion avec le BNIC le 16/10/2024 que « la DREAL a rappelé la possibilité de dérogation au cas par cas offerte par le régime de l'enregistrement de par les dispositions du code de l'environnement. [...] Ainsi, des demandes d'aménagements pourront être formulées dans le cadre des dossiers de demande d'enregistrement et celles-ci seront étudiées au cas par cas lors de l'instruction de la demande ».</p> <p>L'exploitant peut donc déposer une demande d'aménagement. En revanche, la mise à la terre doit être réalisée. Les inspecteurs ont bien constaté que la prise de terre camion existait.</p> <p>A date, l'exploitant n'a pas répondu à la mise en demeure. Il convient qu'il adresse à l'administration un porter à connaissance pour solliciter une demande d'aménagement.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Pour parfaire à la mise en demeure, et dans le cas où l'aire de chargement ne serait pas mise en conformité, l'exploitant adresse, sous un mois, à l'administration, un porter à connaissance avec l'ensemble des éléments d'appréciation nécessaires détaillant la demande d'aménagement de ne pas raccorder l'aire à une rétention étanche, dès lors que le nombre de chargements annuels d'alcools n'excède pas 10 opérations de chargement. Dans le cas où plus de 10 opérations annuelles seraient observées, l'exploitant serait tenu de raccorder son aire à une rétention étanche dûment dimensionnée (30 m³).</p> <p>La transmission de ces éléments est nécessaire pour considérer que la mise en demeure est pleinement satisfaite.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 5 : Stockage de vinasses

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 58</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, conformité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i>Constat lors de l'inspection de 2024</i></p> <p>L'inspection a constaté la présence d'un bassin semi-enterré de rétention des vinasses d'une capacité de 1 000 m³ déclarée par l'exploitant, capacité satisfaisant au dimensionnement minimal de 840 m³ [1 200 x (0,5 + 0,2) m³]. L'étanchéité du bassin est assurée par une géomembrane, dont le bon état a été constaté pour la partie non immergée. L'exploitant précise que les vinasses sont également stockées temporairement dans les cuves inox du chai de vinification.</p>

<p>Nota. La capacité de production annuelle déclarée sous la rubrique 2251 de la nomenclature des installations classées est de 1200 m<sup>3</sup> annuels.</p> <p>L'exploitant indique que le bassin de rétention des vinasses est susceptible d'occasionner une gêne olfactive pour le voisinage lors d'épisodes de températures extérieures élevées. Les vinasses sont épandues dans les vignes aux mois de juin et juillet, avant les périodes de fortes chaleurs pour prévenir cette gêne. L'exploitant indique effectuer une inspection visuelle de l'intégrité de la bâche du bassin de rétention à l'occasion de sa vidange annuelle.</p> <p>L'inspection a constaté l'absence de dispositif interdisant l'accès aux tiers non autorisés au bassin de rétention. L'exploitant indique qu'un projet de clôture de la propriété est prévu et qu'il a déclaré ces travaux en mairie en 2019. Il précise que la réalisation des travaux a pris du retard mais qu'ils sont prévus dans le courant de l'année 2024.</p> <p>L'exploitant fait installer, dans un délai de six mois, un dispositif interdisant l'accès au bassin de rétention des vinasses aux tiers non autorisés.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite des installations, l'inspection a bien constaté que des travaux de sécurisation des accès au bassin à vinasses ont été réalisés. Des travaux de clôture ont été réalisés aux abords de l'établissement. Il reste cependant l'installation d'une barrière/portail d'accès pour finaliser la mise en conformité attendue.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de finaliser les accès dont les travaux ont été lancés pour interdire les accès au site en installant notamment un portail à l'entrée du l'établissement.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 6 : Réserve incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/09/2021, article 2.1.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, conformité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les dispositions prévues à l'article 21 de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2011 sont renforcées par les prescriptions suivantes de l'article 2.1.1 de l'arrêté préfectoral du 20 septembre 2021 portant enregistrement de l'extension de l'unité de distillation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la défense incendie de la distillerie est assurée par une réserve souple de 120 m<sup>3</sup> implantée à 25 m au minimum des bâtiments à défendre (poche située à l'entrée nord du site)</li> <li>- une poche incendie existante de 140 m<sup>3</sup>, située sur la parcelle AI 198 au sud-est du site, à moins de 200 m, complète le dispositif. Une autorisation du propriétaire, signée le 26 mai 2014 et jointe au dossier d'enregistrement, met à disposition cette réserve d'eau.</li> </ul>



<p><i>Constat lors de l'inspection de 2024</i></p> <p>L'inspection a constaté la présence d'une réserve souple d'eau de 120 m<sup>3</sup> située à plus de 25 m des bâtiments. La réserve d'eau est équipée d'une prise de raccordement normalisée, accessible depuis la voie principale d'accès au site. L'inspection a constaté la présence de palettes de matériaux de construction entre la réserve d'eau et l'accès principal. L'exploitant précise que cette présence est temporaire.</p> <p>Une seconde réserve d'eau est située sur la propriété riveraine dont le volume n'a pas été contrôlé.</p> <p>L'exploitant désencombre, dans un délai de 7 jours, l'accès à sa réserve d'eau. L'exploitant justifie à l'inspection, sous un mois, que la capacité de la réserve incendie présente chez son voisin fait bien 140 m<sup>3</sup> et que son propriétaire la lui met toujours à disposition en cas de besoin (justifier que la convention de 2014 demeure en vigueur).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la présente inspection, il a été constaté que l'accès à la réserve du site n'était plus entravé ; les matériaux de construction et palettes, vus en 2024, ont été retirés et évacués du site.</p> <p>De plus, la réserve incendie de 140 m<sup>3</sup> du site voisin a été visualisée par les inspecteurs. Celle-ci dispose bien d'un volume de 140 m<sup>3</sup>.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 7 : Mises à la terre et protection

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 20</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, conformité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II. Mise à la terre des équipements.</p> <p>Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits. Chaque zone de chargement/déchargement des alcools peut être mise à la terre.</p> <p>III. Pour la création de bâtiment ou d'extension de bâtiment, les appareils de protection, de commande et de manœuvre (fusibles, disjoncteurs, interrupteurs, disjoncteurs...) sont tolérés à l'intérieur des distilleries sous réserve d'être contenus dans des enveloppes présentant un degré de protection égal ou supérieur à IP 55 (protégé contre la poussière et contre les jets d'eau), installés en référence à la norme NF EN 60529 version juin 2000.</p> <p>Les appareils utilisant de l'énergie électrique (pompes, brasseurs...) ainsi que les prises de courant situés à l'intérieur des distilleries sont au minimum de degré de protection égal ou supérieur à IP 55.</p>

**Constats :**

Lors de la visite des installations, une pompe mobile pour le transfert d'alcools était présente et celle-ci était bien IP 55.

Lors de la visite du chai de distillation, une machine à café à grains était présente sur une étagère ; celle-ci n'étant pas IP 55, elle doit être déplacée dans une zone adaptée (salle de réunion par exemple).

Les inspecteurs ont cependant relevé que

- une cuve d'alcools dans le chai à distillation (140 hl) n'était pas reliée à la terre
- les cuivons de l'ensemble des alambics n'étaient pas raccordés à la terre
- les racks supportant les barriques de vieillissement d'alcools dans le chai de vieillissement n'étaient pas raccordés à la terre.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Il est demandé à l'exploitant, sous 6 mois, de mettre à la terre l'ensemble des équipements suscités et de justifier que la canalisation d'alimentation en gaz des brûleurs des alambics est bien reliée à la terre.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois